

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DE RIVOLI, 16.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CHAIGNY, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (Affranchir.)



Paris, 18 avril.

A LA RÉACTION.

Avant tout, nous le déclarons hautement, nous craignons peu les communistes, hommes égarés par l'appât d'une décevante théorie, impatients d'un bonheur qu'ils voudraient réaliser en quelques heures. Ce sont les réactionnaires qui nous font veiller. Qu'ils le sachent donc ! pour pulvériser leur insolente agression, si jamais elle ose se montrer au grand jour, nous sommes trois cent mille prêts à combattre jusqu'au dernier soupir. Ils ont crié, les réactionnaires de toutes les factions : *A bas les communistes !* Nous ne nous sommes pas mépris sur la portée de ce mot. Demain, ils crieront : *A bas les républicains !*

Sans doute parmi ceux qui parlaient ainsi, il en était qui n'avaient pas d'arrière-pensée, parce que le communisme leur apparaissait comme le pillage, comme l'abolition de la propriété et de la famille. Nous faisons appel à ceux-là ; ce sont nos frères : qu'ils se joignent à nous pour combattre la contre-révolution ! Nous connaissons leurs sœurs menées, qu'ils prennent garde ! Nous veillons, et le peuple, dont ils lassent la patience, les écrasera de sa main puissante.

Dans la manifestation faite par la garde nationale avant-hier, il y avait des républicains sincères, et si les réactionnaires avaient brûlé la première amorce, deux camps se seraient formés, et ils savent ce que nous valons.

Que le Gouvernement provisoire avertisse immédiatement : qu'il soit révolutionnaire, c'est le seul moyen d'anéantir la réaction.

Quand la République sera fondée, pardon pour les réactionnaires, car ils sont aussi nos frères.

Dans un pays de libre discussion, toutes les idées ont le droit de se produire, toutes les théories ont le droit d'avoir des adeptes.

Ces adeptes n'ont pas le droit de mettre un fusil à la main et de forcer leurs frères à réaliser leurs théories.

Rien ne se fait subitement dans l'humanité. Révolutions, améliorations, tout cela germe et mûrit lentement avant d'éclater.

La pensée d'un peuple ne se fait jour que lorsqu'elle a été longtemps condensée ; alors elle pulvérisé les trônes, met les rois en fuite, rapproche les cœurs et les esprits, et la fraternité règne !

Frères, vous avez écrit ce mot sur votre bannière ; vous ne l'oublierez pas !

C'est la fraternité de la vie que vous devez réaliser, non pas celle du néant et de la mort.

Or, soyez certains que les réacteurs et les brouillons qui vous entraînent vous conduiraient là sans de longs détours.

La société telle qu'elle existe aujourd'hui renferme dans son sein des vices immenses, nous l'avons dit, nous le répétons, nous le répéterons jusqu'à ce qu'on nous écoute ! Autant que pas un nous sommes socialistes ; mais nous ne voulons pas de secousses violentes, parce qu'elles n'ont jamais rien produit.

Nous combattons les tentatives qui, sous prétexte de nous donner le bien-être, entraîneraient la société dans une lutte affreuse, dans une série de calamités épouvantables, dans des désastres inouïs, à la misère, à la faim générale.

Procéder avec ordre, par des améliorations successives, pour mettre tout le monde en demeure de jouir de ses droits, pour donner à chacun sa part de bien-être et sa place au soleil, tel est le but de la République.

Organiser le travail par l'association, voilà le moyen ; c'est la devise des cent mille ouvriers qui sont allés hier à l'hôtel de ville.

L'association bien comprise décuplera la richesse de la France ! Attendons !

M'écoutez pas ceux qui vous disent : « Notre doctrine est dans l'Evangile. »

Oui, les premiers chrétiens étaient communistes ; mais pourquoi ?

Parce qu'ils avaient fait abnégation de tout bien d'ici-bas, parce qu'ils considéraient la terre comme un lieu d'exil dont ils avaient hâte de sortir et sur lequel ils ne devaient bâtir qu'une tente d'un jour.

Sont-ce là les sentiments qui animent les hommes aujourd'hui ?

Si vous persistez dans vos idées, que n'allez-vous où vous pouvez les mettre en pratique facilement ? Quel succès espérez-vous ? Combien êtes-vous ? quelques milliers à peine, et vous prétendez assujétir 34 millions d'hommes au joug de vos doctrines ? Mais il n'est pas de si petit propriétaire d'un champ, quelque exigu qu'il soit, qui ne vole aux armes au premier signal, quand même vous lui offririez en compensation les mines du Pérou. Vous vous heurteriez contre une muraille de baïonnettes. Menacés, nous serions les premiers à voler à votre secours, bien que nous ne partagions pas vos idées. Nous comptons des amis parmi vous.

Allez hors de France fonder des villes et des colonies où vous vivrez librement sous le régime que vous avez rêvé. Vous accablerez la gloire de la mère-patrie, que vous aurez privée de vos cœurs et de bras. L'Algérie est là, immense inculte, inhabitée, attendant la main de l'homme. Mais, pour Dieu ! n'appellez pas sur vous des extrêmes terribles.

Détestez-vous surtout des brouillons, des réacteurs et des intrigants, qui exploitent toute idée et font leur profit de tout mouvement.

Dans les barricades, au jour du combat, il se présente des hommes de tête et de cœur qui marchent en avant. Les combattants se groupent autour d'eux, et, sans les avoir nommés, les reconnaissent pour leurs chefs. Ceux-là sont les élus du peuple et de Dieu. Ce sont les hommes d'action.

D'autres viennent après la victoire, qui séduisent les esprits par leur langage et enveloppent les cœurs dans le réseau de leur fausseté. Ambitieux, hypocrites et lâches, ils parviennent cependant à entraîner quelques hommes. Ce sont les paroleurs. Qui les a nommés ? l'égoïsme ; et c'est à eux que vous vous attacheriez ? Mais pour tous, l'heure vient où ils sont démasqués. Il n'y a que ceux qui se dévouent pour leurs frères qui en soient aimés.

Encore un coup, que le Gouvernement provisoire avise ; avant tout il s'agit de consolider la République. Contre cet intérêt tout-puissant, mettrait-on en balance des considérations de l'ordre le plus mesquin ? Qu'il se préoccupe plus que jamais du sort des travailleurs ; il y a des moyens immédiats de l'améliorer, qu'il les choisisse et en pousse vigoureusement l'exécution ?

Abolition de l'impôt sur l'ouvrier, abolition de l'octroi, établissement de l'impôt progressif, création du travail agricole, etc., etc.

On peut par là assurer le droit au travail et la justice pour tous.

Le Gouvernement provisoire se sent-il faible ? qu'il s'entoure d'hommes forts et résolus, et congédie la valetaille !

Des mesures révolutionnaires ! c'est l'unique moyen d'anéantir la réaction.

L'Assemblée nationale devra poser en principe le droit au travail pour tous. Dès lors plus de pauvres parmi nous.

Vive la République !

SOBRIER.

Une enquête a été ordonnée afin de savoir quelle cervelle éventée a pu donner l'ordre de battre aujourd'hui le rappel dans Paris. Il est bon de faire connaître aux meneurs taupiers que leurs petites manœuvres agitatrices sont de nature à être sévèrement réprimées, le cas échéant.

Certains gardes nationaux se sont permis aussi d'arrêter violemment des porteurs de journaux. Avis aussi à eux, quant à la responsabilité qu'ils encourrent.

Les chefs militaires des écoles sont aussi invités à donner à leurs élèves des consignes assez précises pour que des jeunes gens inexpérimentés ne croient pas avoir le droit ni le pouvoir d'arrêter des citoyens porteurs d'un insigne officiel. Avant de se permettre de pareils actes, il faut avoir appris la vie sociale.

PARIS ET LA PROVINCE.

Le Peuple constituant se préoccupe des principes de division qui existent entre les départements et Paris. Toute part faite aux menées factieuses, aux fautes commises dans le choix de certains commissaires du Gouvernement et dans quelques mesures financières, la déplorable opposition des provinces à la capitale reste encore, quant au fond, à expliquer :

« Nous rangeons, dit le citoyen Lamennais, parmi les motifs de division dénués de fondement réel le reproche souvent fait à Paris d'exercer sur la France une influence excessive. D'abord cette influence est purement volontaire du côté de ceux qui la reçoivent ; exempté de contrainte, elle est le résultat naturel d'un fait nécessaire, puisque tout l'Etat implique un point central vers lequel convergent, comme autant de rayons, les autres points du territoire. Or, Paris est ce point ; il est le centre du Gouvernement, des sciences, des lettres, des arts, le centre de la vie nationale. Serait-il raisonnable que la France se plaignit d'avoir une tête, un cœur, ou que ces organes principaux remplissent les fonctions auxquelles précisément ils sont destinés ? Vaudrait-il mieux qu'elle fût une sorte de polype condamné, par son organisation rudimentaire, à je ne sais quelle intime et sourde existence ? »

« On accuse encore Paris d'ébranler le pays tout entier, par sa volonté seule, aux époques de révolution, et de s'investir ainsi d'une puissance arbitraire et exorbitante. Mais qu'on nous apprenne de quelle autre façon pourraient s'accomplir les révolutions devenues nécessaires ? D'où partirait le mouvement ? comment s'étendrait-il ? Quel moyen de résister à la tyrannie présente à la fois en tous lieux, et en tous lieux disposant de la force publique ? A Paris seulement elle peut être vaincue ; Paris seul peut briser les chaînes imposées à tout le peuple ; point de salut possible que par lui, et quand, au prix de son sang le plus pur, il a sauvé la France, la France serait-elle bien venue à lui dire : « Qui t'avait chargé de me sauver ? »

La responsabilité de toutes les grandes initiatives pèse toujours sur lui seul. Lui seul eût été victime de son patriotisme, de son ardent courage, s'il eût succombé. Généreux et magnanime après la victoire, il étend à toute la France le bienfait de la conquête, il se glorifie du sang qu'il a versé pour la grande question nationale, et ne demande pour toute récompense à ses frères des départements que de venir s'asseoir au banquet régénérateur de la République.

Le Représentant du Peuple demande :

« Pourquoi quelques gardes nationaux provoquaient-ils le peuple ? »

« Pourquoi ont-ils chargé leurs fusils en présence des travailleurs naïfs qui allaient porter leur argent et exposer leurs vœux à des gens qui s'étaient préparés à les repousser, à les laisser massacrer au besoin ? »

« Pourquoi quelques gardes nationaux ont-ils hurlé toute la soirée :

« A bas Ledru-Rollin !

« A bas Louis Blanc !

« A bas les communistes !

« A bas Cabet !

« A bas la commission des travailleurs !

« A l'eau Blanqui !

« A l'eau les communistes ! à l'eau Cabet ! Cabet à la potence !

« A la lanterne ! etc., etc., etc. »

« Quelle est la signification et la portée de pareilles promenades armées — au milieu d'une ville tranquille et républicaine ? »

Plus loin il se charge de la réponse :

« Un des travailleurs, à qui l'on montrait quelques gardes nationaux aux allures provocatrices, répondit tranquillement à ses camarades :

« Ne faites pas attention, mes amis ; c'est le bonnet à poil qui se venge ! »

LA RÉACTION A MEUDON.

Une réunion extraordinaire avait été indiquée au club de la Fraternité pour huit heures du soir afin de s'occuper des élections à l'Assemblée nationale. La séance n'était pas encore ouverte que déjà la salle était envahie par une foule étrangère au club. Le président ne pouvait malheureusement assister à la séance. Prévenu trop tard de son absence, le vice-président venait de proposer la remise de la réunion à un autre jour, lorsque des cris furieux partent de divers côtés. Un orateur saisit notre numéro du 16, où se trouve le compte-rendu des élections du chef de bataillon et du porte-drapeau, contre lesquels une partie des électeurs a protesté. On prétend que cet article, étant l'œuvre d'une minorité, a été signé à tort au nom des membres du club. Sur ce prétexte, un membre du bureau, le secrétaire, lit une espèce de protestation qu'il propose de signer et d'insérer dans les journaux.

On voulait quelque chose de plus significatif. Des vociférations s'élèvent. Vainement quelques citoyens essayent de ramener le calme. On refuse de les entendre ; leur voix est étouffée. Des furieux s'élançant au bureau, enlèvent les flambeaux, foulent aux pieds les registres et portent la main sur le drapeau qui surmonte le fauteuil du président. Plusieurs membres du club essayent en vain de le défendre. On s'en empare, on l'arrache, et les dissidents déclarent qu'ils le transportent au Club des Travailleurs, auquel ils vont se réunir. Alors l'assemblée se sépare au milieu d'une confusion inexprimable. Dans le tumulte, on a vu des membres même de l'autorité, le maire provisoire de la commune, applaudir aux perturbateurs et donner le signal des violences : il a quitté la salle en annonçant qu'elle ne serait pas réouverte.

C'est ainsi que certaines gens entendent la liberté ! Sous la République la parole n'est refusée à personne. Tout le monde peut discuter, réclamer de vive voix ou dans les journaux. Rien n'empêchait les dissidents de Meudon de faire consigner leurs observations au procès-verbal ; rien ne les empêchait même de se séparer s'ils tenaient absolument à manifester leur désunion. La violence seule leur était interdite : c'est elle qu'ils ont préférée. Ici encore le nombre l'a emporté sur le droit. La réaction va vite !

LE RICHE GARDE SON OR ; LE PEUPLE PARTAGE SES SOUS.

Il se passait la semaine dernière, dans la cour du Luxembourg, une scène touchante et qui donne la mesure de la générosité du peuple quand il est livré à ses propres instincts. Deux à trois centaines de femmes étaient arrivées dans la journée de tous les coins de Paris pour réclamer contre la distribution du travail qui leur était imposée. Chaque arrondissement avait son drapeau et ses déléguées, ornées d'un ruban tricolore à l'épaule gauche, et sur quelques drapeaux étaient inscrits ces mots : *Vivent la République et la journée !* Il paraît que l'on avait fixé à 60 c. la façon d'une chemise, et on avait mis toutes les ouvrières à la tâche. Il en résultait que les plus habiles gagnaient tout juste 12 sous d'une façon entière, et que les plus jeunes, en grande majorité, pouvaient à peine atteindre, dans dix heures de travail, à la moitié de cette somme, et se trouvaient condamnées par là à mourir littéralement de faim. Cette situation leur avait paru à toutes intolérable. Elles venaient donc demander qu'on supprimât la tâche et qu'on leur accordât un moyen ne commun de 20 sous par jour ; les plus expérimentées s'offrent à faire le plus difficile de l'ouvrage sans réclamer une plus forte part du salaire.

Les prétentions, comme on le voit, étaient on ne peut plus raisonnables ; mais ce qui donnait un grand intérêt à leur démarche, c'était le ton de modération avec lequel elles exprimaient leurs griefs. Quatre heures venaient de sonner, et aucune de ces femmes n'avait mangé de la journée. Plusieurs d'entre elles

étaient même à jeun depuis deux jours, et cependant aucune menace, aucune violente récrimination ne sortait de leur bouche; elles se contentaient d'expliquer simplement aux spectateurs que la curiosité avait amené la quelle était la nature de leur réclamation.

Cependant l'heure passait, et personne ne venait leur apporter de réponse. Une impression lugubre pesait sur toute cette foule, qui peut-être ne devait pas encore manger ce jour-là. Tout à coup un ouvrier en blouse demande le silence et dit: « Toutes ces pauvres ouvrières ont faim, quelques-unes d'elles sont mères de famille, et leurs enfants attendent. Nous ne pouvons pas les laisser partir ainsi: que chacun consulte son cœur et ses moyens, et nous aurons bientôt de quoi leur donner à toutes un morceau de pain. Pour moi, qui n'ai que vingt sous, je mets vingt sous. » Comme on le pense bien, l'ouvrier est applaudi; sa casquette court de rang en rang; chacun se fouille, les gros sous tombent, et au bout de dix minutes on se crut assez riche pour envoyer deux hommes chez le boulanger.

Quand le pain arriva, ce fut un immense cri de joie. Une ouvrière détacha son tablier et l'étendit sur les marches du péristyle; puis il fallut compter; mais alors on s'aperçut qu'il manquait deux francs pour compléter la dépense. Grande inquiétude. Mais la boulangère se levant dit en riant: « Qu'à cela ne tienne; je donne les deux francs de bon cœur pour ces pauvres femmes. » — Non, non, dit un ouvrier au milieu des groupes; je suis garçon boulanger, je vous donnerai deux journées de travail. » Et la foule d'applaudir encore; bien des yeux étaient mouillés de larmes.

On distribua le pain; mais il n'y en avait pas pour tout le monde. Ce fut à recommencer. Les mêmes qui avaient donné donnèrent encore. On fit tant que chacun eut son morceau de pain et qu'elles purent ainsi attendre jusqu'au lendemain la solution qu'elles étaient venues demander.

(Semaine.)

ATTENTAT A LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

Un des rédacteurs de la *Réforme*, le citoyen Jules Vécourt, et le citoyen Compoint, passant dans la cour du Louvre, ont été attirés vers un groupe dans lequel un garde national pérorait. Le citoyen Compoint demanda au garde national contre quel fantôme il s'exasperait ainsi. Sur l'observation du citoyen Compoint, qu'il croyait qu'on cherchait à exploiter contre les patriotes le nom de communiste en apostrophant de ce nom tous ceux qui pensaient qu'il y avait une faction qui voulait une république aristocratique en entravant la marche de la démocratie, des cris de mort se sont élevés contre les citoyens Jules Vécourt et Compoint.

Comme ces deux citoyens se retiraient lentement, ils ont été poursuivis par une cinquantaine d'enfants qui ont été bientôt suivis par une grande foule, dans laquelle il y avait plusieurs gardes nationaux. Forcés de se retirer dans une maison de la rue Saint-Honoré pour échapper à des violences extrêmes, cette maison a été cernée par la foule, qui a fait entendre des cris de mort. Les citoyens Jules Vécourt et Compoint n'ont dû leur salut qu'à la contenance énergique du citoyen Gustave Dumats, sous-lieutenant de la 4^e légion, 6^e compagnie, 1^{er} bataillon, qui passait par hasard, qui, par son courage, a su résister à plusieurs gardes nationaux et à la foule mue par des passions inexplicables.

Le citoyen Eug. Longepied, accompagné d'un piquet de la garde mobile, a contribué à la délivrance des citoyens Jules Vécourt et Compoint.

CANDIDATURE DU CITOYEN BRESSY, MÉDECIN.

Le citoyen Bressy, chaud patriote, pur démocrate, homme d'un esprit droit, vient de se révéler comme homme politique. Connus dans la classe ouvrière par son esprit d'observation et sa haute philanthropie, il a été porté spontanément à la candidature par plusieurs clubs démocratiques; depuis il a dû présenter sa profession de foi, et dix clubs ont voté sa candidature à l'unanimité. Nous nous croyons obligés de signaler aux patriotes un citoyen dont la modestie égale le dévouement. Le citoyen Bressy a des idées fondamentales sur l'organisation du travail; il n'admet pas la solution de cette question avant que le travail de l'agriculture ne soit débarrassé des charges énormes qui pèsent sur lui. Ramener à l'agriculture les travailleurs souvent inhabiles qui encombrant les villes, faire disparaître des campagnes les industries qui brisent les ressources des travailleurs des villes en créant une concurrence contre laquelle ils ne peuvent lutter, augmenter par ces moyens les produits indigènes nécessaires à la consommation intérieure et à l'exportation pour nos échanges, tels sont les résultats que ce candidat présente et qui découlent des principes qu'il établit et qui ont été accueillis partout avec enthousiasme.

Le citoyen Bressy a fait ses preuves dans les rangs républicains; il a été traduit en avril 1854 devant la cour des pairs comme un des chefs de l'insurrection lyonnaise. Ces titres et le vote unanime qui a suivi sa profession de foi partout où elle a été présentée doivent faire prendre en considération une candidature qui est l'expression réelle de la volonté populaire.

ÉCONOMIE SOCIALE.

Le Gouvernement provisoire, en abolissant l'impôt du sel, vient de prendre une mesure doublement favorable à la production agricole et à la consommation particulière. Mais ce décret appelle immédiatement une autre réforme, complément nécessaire par la première. Qu'a-t-on attendu par exemple pour supprimer aussi les tarifs des douanes relatifs à l'importation en France de tout le petit bétail: moutons, brebis, agneaux, porcs, chèvres, ânes et ânesses, qui sont la fortune ou le bien-être du paysan pauvre? Qu'attend-on pour réduire les droits que payent aux frontières les bœufs, vaches et veaux, et surtout en ce moment, à cause des éventualités de guerre, pour abaisser les tarifs des chevaux, juments et poulains? De telles mesures, dont les moindres résultats seraient de diminuer d'un tiers le prix moyen de la viande de boucherie, d'en mettre par conséquent la consommation à la portée de tous, d'améliorer les espèces et les races, d'accroître sensiblement le nombre des élèves, de permettre un renouvellement plus fréquent des bestiaux, et enfin de rendre sous peu toutes les classes de la société un peu plus

aisées et un peu plus heureuses, ne sauraient être remises, surtout parce qu'elles ne gêneront en rien la situation, et qu'on ne peut en ressentir les premiers effets qu'au bout d'une année au plus tôt. Tout retard serait donc coupable. Nous insisterons sur la question si on ne l'aborde pas sous peu.

PAS RÉTROGRADE DE LA RÉACTION.

Ces messieurs de la réaction, unis aux honnêtes à poil de la gentille bourgeoisie, avaient espéré exploiter la manifestation du 16 avril. Ces pauvres gens n'ont pu réussir. Déçus dans leurs espérances, ils font comme ils faisaient sous la monarchie, ils reculent.

Cependant ils s'étaient concertés pour accaparer les *nouveaux*, pour flatter les hommes en blouse, comme ils les appellent dans leur dédaigneux langage. Hélas! leurs avances en courtoisie et en argent ont été perdues pour eux; leur complot vient d'avorter. Hier ils voulaient presque tirer le sabre, aujourd'hui ils renouaient. Nous les en félicitons bien sincèrement.

Pour compléter l'histoire de la journée d'hier, nous publions les articles suivants des différents journaux:

— On lit dans la *Démocratie pacifique*:

« Nous recevons de M. Cabet la lettre et la communication suivantes:

« Au rédacteur en chef de la *Démocratie pacifique*.

Paris, 17 avril 1848.

« Citoyen,

« Plusieurs journaux ont annoncé qu'on m'avait vu hier au Champ-de-Mars: le fait est erroné. La vérité est que j'ai été complètement étranger à la manifestation et que j'ai été de une heure à trois dans une assemblée d'actionnaires convoquée pour activer le départ en Icarie. J'écris au Gouvernement provisoire pour lui demander une enquête, et je vous envoie une copie de ma lettre en vous priant de l'insérer.

Salut fraternel,

CABET.

Aux membres du Gouvernement provisoire.

« Citoyens,

« J'étais dans une assemblée générale d'actionnaires du *Populaire*, au milieu d'environ mille communistes icariens et de trois à quatre cents de leurs femmes, publiquement convoqués depuis quinze jours dans la salle de la *Redoute*, rue de Grenelle-Saint-Honoré, pour nous y occuper, d'une heure à quatre, de nos affaires intérieures, et principalement pour y délibérer sur les moyens de continuer et d'activer notre projet de départ en Amérique, pour y fonder notre communauté d'Icarie, lorsque j'apprends que le rappel battait partout dans Paris; que la garde nationale se réunissait partout; que des rassemblements se formaient de tous côtés dans les rues, et que dans les postes de la garde nationale comme dans les rassemblements, on affirmait: — que les communistes étaient réunis au Champ-de-Mars, au nombre de deux à trois cent mille hommes; — que Blanqui, Raspail et Louis-Blanc s'y trouvaient; — que moi, Cabet, je m'y trouvais aussi; — qu'on m'y avait vu à cheval; — que tous ces brigands allaient marcher en armes sur l'hôtel de ville pour y renverser le Gouvernement provisoire; — que les communistes voulaient le pillage, le meurtre et l'incendie, — et qu'il fallait se réunir pour les combattre et les exterminer.

« J'apprends que dans les rangs de la garde nationale comme dans les rassemblements, par suite de ces fautes répandues comme par un mot d'ordre, on criait partout: *A bas les communistes! Ce sont eux qui sont cause de la misère! Ils veulent la destruction de la propriété et de la famille! A bas Cabet! à bas Blanqui! à bas Raspail!* ou criait même: *A bas Louis Blanc! à bas Ledru-Rollin!*

« Bientôt même on répandit le bruit que Louis Blanc et Ledru-Rollin venaient d'être assassinés.

« Quelque effrayants que fussent ces faits et ces bruits, nous n'en continuâmes pas moins à discuter et à délibérer dans notre assemblée jusqu'à trois heures, et nous décidâmes unanimement que j'écrirais au Gouvernement provisoire.

« Pendant que nous étions encore assemblés, les corporations ouvrières, réunies au Champ-de-Mars, sous la direction du Gouvernement provisoire, pour élire quatorze officiers d'état-major, portaient à l'hôtel de ville, dans une corbeille élégante, leur offrande à la patrie.

« Cependant, 80 à 100 mille hommes de gardes nationaux, même de la banlieue, couvraient les places, les quais, les rues et les boulevards, et l'on continuait de crier: *A bas les communistes! à bas Cabet! à bas Blanqui! à bas Raspail!*

« Les cris: *A bas Cabet et sa clique! à la lanterne Cabet! courons chez Cabet pour le pendre!* devinrent dominants et se prolongèrent, sur le boulevard, jusqu'à minuit.

« Et pour exciter davantage la colère, on parlait d'une alliance entre les *communistes* et les *carlistes*.

« Et ces menaces paraissaient si voisines de l'exécution, que beaucoup de citoyens accoururent tout effrayés pour nous conjurer, ma femme et moi, de quitter mon domicile.

« Je pouvais m'y défendre, avec de nombreux amis disposés à s'y faire tuer s'il l'eût fallu, pour moi et avec moi.

« Mais je préfère m'imposer un grand sacrifice, dans l'intérêt général, et j'ai demandé asile à l'amitié, après avoir passé la soirée à discuter les moyens d'assurer le bonheur du peuple et de l'humanité dans le club des *Républicains socialistes*, qui m'avait fait l'honneur de me juger digne d'être l'un des futurs législateurs de mon pays.

« Et qui suis-je? qu'ai-je donc fait pour mériter tant de haine, tant de colère et tant de menaces?

« Vous me connaissez tous, citoyens du Gouvernement provisoire, et presque tous vous vous dites mes amis. Eh bien! si j'avais été pendu ou tué de toute autre manière par quelque troupe soudoyée ou égarée, ne pourrait-on pas écrire sur ma tombe qu'aucun homme n'a eu plus d'amour et de dévouement pour le peuple et l'humanité; que personne n'a plus écrit et plus travaillé pour l'instruction, la moralisation et le bonheur des prolétaires et des ouvriers; que personne peut-être n'a paru depuis si longtemps sur la brèche, et n'y a reçu plus de blessures en combattant pour la *démocratie*; que c'est pour avoir défendu la *Pologne* et la *République* que j'ai été condamné en 1834 et forcé de m'exiler pendant cinq ans; que pendant l'exil, person-

ne n'a plus consacré ses veilles à l'intérêt populaire; que personne n'a plus bravé la vengeance et la calomnie pour attaquer les bastilles et les embastilleurs; que personne n'a plus combattu, depuis neuf ans, les *sociétés secrètes* et les *complots*, en sacrifiant courageusement sa popularité.

« On pourrait dire que, de 1840 à 1848, j'ai préservé Paris de plusieurs émeutes qui auraient attiré de grands malheurs non seulement sur les insurgés vaincus, mais aussi sur le parti victorieux et sur la ville elle-même!

« On pourrait dire encore que je n'ai jamais demandé l'application de mes *Doctrines icariennes* (qui ne sont d'ailleurs que celles de l'*Évangile*) par la violence et la contrainte, mais seulement par la discussion, par la persuasion et la conviction, par le consentement volontaire et par la volonté nationale; que pour ne rien changer en France, nous allions émigrer en Amérique pour y faire l'expérience de nos théories, à nos risques et périls, dans l'intérêt de l'humanité, et que déjà 70 de nos frères sont partis le 5 février.

« On pourrait dire encore que dès le lendemain de la révolution, j'ai publié une proclamation ou un manifeste pour déclarer, au nom de tous mes frères les communistes icariens, que nous appuierions le Gouvernement provisoire, et que nous nous fonderions désormais dans la masse des plus purs démocrates et des républicains les plus sincères et les plus dévoués.

« On pourrait dire enfin que c'est nous qui avons proposé la manifestation pacifique du 17 mars, que vous avez saluée vous-mêmes comme une grande et glorieuse expression du vœu populaire.

« On ajouterait, en terminant, que je venais de m'occuper paisiblement, avec 1,400 icariens et icariennes, des moyens de continuer notre émigration, lorsque, sortant de notre réunion, on m'avait immolé comme conspirateur, accusé de m'être mis, à la même heure, à la tête d'une bande de conjurés armés, auxquels je venais de faire distribuer publiquement des milliers de fusils.

« Si j'avais été assassiné, je l'aurais été moins de deux mois après une révolution populaire, au nom de la République, au nom des principes de *Liberté*, d'*Égalité*, de *Fraternité*, sans qu'aucun pouvoir public n'ait fait paraître un mot pour détruire la calomnie, pour arrêter la menace, pour protéger le domicile, la personne et la vie du citoyen si publiquement en péril.

« Cet assassinat aurait été non-seulement un crime, mais, j'ose le dire, une honte pour le peuple, pour la garde nationale et pour son chef, pour les autorités, pour le Gouvernement provisoire lui-même et pour la République.

« Si l'on veut accuser et condamner des doctrines, je suis prêt au martyre pour soutenir à la face de tous que le communisme icarien est la doctrine la plus pure et la plus capable d'amener le bonheur du peuple et de l'humanité; mais que les uns ne m'assassinent pas et que les autres ne me laissent pas assassiner!

« Quoi qu'il en soit, comme il ne s'agit pas de mon seul intérêt personnel, mais d'un intérêt général, je viens vous prier, citoyens du Gouvernement provisoire, d'ordonner une enquête pour découvrir la cause puissante qui a produit tant de menaces et de dangers en répandant tant de calomnies et de faussetés!

« Salut et fraternité.

« Paris, 17 avril 1848.

CABET.

« P. S. J'apprends à l'instant, en rentrant chez moi: 1^o qu'une bande de cinq à six cents individus est venue hier au soir, vers neuf heures, crier en tumulte près de ma demeure: *A bas les communistes! Mort à Cabet!* 2^o que les gardes nationaux de la banlieue sont allés déclarer qu'ils viendraient fermer le club de la Société fraternelle (ou des Communistes icariens); que le propriétaire de la salle Valentino est venu déclarer, à regret, qu'il ne pouvait plus louer sa salle, et qu'en conséquence le club se trouvait fermé par la menace et la violence; 3^o enfin, chose qui paraît monstrueuse, que des officiers de la garde nationale à la tête de leurs soldats brandissaient leurs sabres ou leurs épées en criant: *A bas Cabet!* »

— On lit dans la *Réforme*:

« Nous avions raison de nous défier. La journée d'hier n'a été qu'une journée de dupes. La garde nationale a prêté les mains, sans s'en douter, à une infâme machination. Elle a servi de comparse à la réaction, qui chante victoire.

« Ce rappel matinal, cette prise d'armes soudaine, cette irruption de la banlieue au sein de la cité en émoi, tout cela n'était qu'une fausse alerte, qu'un effet sans cause, ou plutôt tout cela n'était que l'effet d'un calcul impie qui spéculait sur d'affreux conflits.

« Nous aurions dû les reconnaître à leur cri d'alarme: ils criaient au feu et au pillage, et on aurait pu se croire sous le dernier règne si l'anathème qui pesait alors sur les *républicains* n'avait porté cette fois sur les *communistes*. C'est des communistes dont on va essayer de nous faire peur!

« A ce mot, il est vrai, venaient s'adjoindre çà et là quelques noms; mais ces noms étaient-ils donc si importants qu'il fallût faire descendre deux cent mille hommes armés dans la rue? N'était-ce pas les grandir de tous les efforts que l'on déployait pour en conjurer l'influence? Était-ce bien Paris, était-ce bien les hommes du 24 février qui devaient s'émouvoir de si peu? « Ou était cependant l'ennemi, tandis que la réaction sonnait le tocsin et semait l'alarme? L'ennemi était au Champ-de-Mars, où cent mille travailleurs se dépouillaient de leurs derniers sous pour offrir leur tribut à la République. Ils donnaient une leçon nouvelle aux lâchetés égoïstes qui les accusaient? »

« Et comment ne nous sommes-nous pas souvenus que ces mêmes hommes qu'on nous représentait comme des incendiaires et des pillards avaient été deux fois les maîtres de la cité qui dormait en paix sous leur sauvegarde? Comment ne nous sommes-nous pas demandé quels étaient leurs accusateurs? Si ce n'était pas précisément ces hommes tarés qui n'avaient vécu que de déprédations sous tous les régimes? « La garde nationale, nous le répétons, a été le jouet d'une ignoble intrigue; mais la réaction a mal joué son jeu et s'est trop hâté. Quelques jours encore, et la garde nationale nous fera justice de la réaction? »

— On lit dans le *Messager*:

« Il y a des gens, le nombre en est grand malheureusement, qui s'imaginent que la révolution de fé-

— Rulhière, — Tholosé, — Jacqueminot, — Marbot, — Fabvier, — Duchand, — Rumigny, — Castelbajac, — Athalin, — D'Hautpoul, — Dampierre, — Lawoestine, — Saint-Simon, — D'Houdetot, — D'Astorg (Eugène), — Daullé, — Berthois, — D'André, — Boilleau, — De Bar, — Moline de Saint-Yon, — Tugnot de Lanoye, — D'Astorg (Adrien), — Gazan, — Meslin, — Boyer, — Bellonnet, — Tarlé.

Général de brigade : Rochefoucault, — Rigny, — Montesquiou-Fézensac, — Brack, — Feisthamel, — Garraube, — Lauthonnet, — Sainte-Aldegonde, — Locqueneux, — Franquetot de Coigny, — Varaigne, — Duffourc d'Antist, — Hupais de Salienne, — Paillot, — Delarue, — Closmadeac, — Charon, — Chabannes, — Gaja, — De La Coste, — Espéronnier, — Polignac, — Vast-Vimieux, — Dumas, — Girod, — Carel, — Thiéry.

Colonels d'état-major : La Rochefoucault, — Montguyon, — Gorrant, — Brès.

Licutenants-colonels d'état-major : Tessières, — D'Esclapart, — Cabour-Duhay, — Lecacheux, — Baymé.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 17 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

Les colonels : Amoros, — Apchié, — Barthélemy, — Beaufort, — Chambon, — Lebas, — Macors, — Marengo, — Lussat, — Bilsfeldt, — Deselles, — Chivaud, — Meynard, — Boërio, — Cornille, — Chesnou de Champmorin, — Bergounhe, — Havelaine, — Ortol, — Baligaud, — de Foulque d'Oraison.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 17 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyens,

La journée d'hier n'a fait qu'ajouter une consécration nouvelle à ce qu'avait si puissamment inauguré la journée du 17 mars.

De même que le 17 mars, le 16 avril a montré combien sont inébranlables les fondements de la République.

Plus de royauté, avions-nous dit dans les premiers jours, et pas de régence ! ces mots libérateurs, ces mots qui rendent la guerre civile impossible, Paris les a répétés hier dans ce cri unanime : *Vive la République ! vive le Gouvernement provisoire !*

Voilà comment vous avez confondu les espérances des ennemis de la République, assuré la sécurité de Paris libre, et dissipé les alarmes répandues dans les départements.

Citoyens, l'unité du Gouvernement provisoire représente l'unité de la patrie : c'est ce que vous avez compris, grâce vous en soit rendues !

Dans trois jours une grande fête nationale doit vous réunir encore ; le Gouvernement provisoire vous y convie ; vous y trouverez aussi ces enfants du peuple représentant l'armée, qui, en recevant les nouveaux drapeaux, jureront comme vous de ne jamais la laisser périr.

Oui, la République est fondée, soutenue par l'adhésion de tous les citoyens fraternellement unis ; la révolution est invincible.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Comité révolutionnaire, Club des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde nationale mobile et de l'armée, aurait désiré publier dans le numéro de ce jour la liste complète des candidats à l'Assemblée nationale choisis par les patriotes des départements ; mais il se voit contraint, malgré lui, à ne donner encore aujourd'hui qu'une partie de son travail par suite des retards dans la correspondance ou de renseignements insuffisants. Demain, au plus tard, il sera en mesure de publier un travail complet. En attendant, le Comité révolutionnaire reprend sa publication au point où il l'a laissée hier, en rectifiant quelques erreurs et en réparant quelques omissions du fait de l'imprimeur. Nos lecteurs auront sans doute remarqué que dans quelques départements, le Comité révolutionnaire a porté sur ses listes plus de candidats que le département n'a de représentants à nommer. Ils trouveront dans cette circonstance une nouvelle preuve de son impartialité.

Le Comité révolutionnaire veut sans doute que de l'urne électorale il ne sorte que des noms de patriotes éprouvés, de républicains dont le passé serve de garantie à l'avenir ; mais il ne lui appartient pas de faire un choix entre des candidats également recommandables sous tous les rapports. Il continuera donc à publier les listes telles qu'elles lui seront envoyées par les patriotes des départements, après avoir au préalable pris par lui-même des renseignements positifs sur le patriotisme des candidats présentés.

Ardennes.

Les renseignements nous manquent, et il nous est impossible de donner une liste quelconque.

Aube (7 représentants).

Lignier, professeur à la Faculté de médecine de Paris. Grisière, négociant. Demaire, ouvrier à Bar-sur-Aube. Auguste Millard, ancien négociant. Jacquelin, industriel. Quaterson, ancien élève de l'école polytechnique. Delaporte, ancien pharmacien.

Nous rétablirons ici le nom d'Armand Barbès, qui figurait en tête de notre liste d'hier et qui a été omis par erreur du projet. Nous profitons de cette circonstance pour ajouter à notre liste les noms des citoyens Joly, fils du commissaire de la Haute-Garonne ; Reynaud, — Jussieu, — Lapeyre, — Joubert, — Janot, de l'Emancipation de Toulouse ; tous les trois ex-

cellents républicains.

Nous n'avons encore rien reçu de la Corse, ni des Côtes-du-Nord, de la Dordogne, du Doubs, de la Drôme, de l'Eure et d'Eure-et-Loire.

Nous rectifions deux noms dans la liste de la Creuse :

Grellet de Jarnages, commissaire près d'un tribunal, et Coullissot-Dumas, ancien maire de Gentioux, et nous ajouterons à la liste les noms du docteur Champesme et de Malpeyre, tailleur.

Finistère.

Cahaigne, de la Commune de Paris. Blain, propriétaire à Quimper. Blutel, commissaire des douanes à Brest. Conore, ouvrier mécanicien. Duhoussage, professeur d'artillerie. Decouvant, maire de Morlaix. Emile Souvestre, publiciste. Francart, sous-commissaire du Gouvernement. Gourdin, cultivateur. Gigaut, rédacteur de l'Océan. Kersausi, ex-député politique. Lacrosse, ancien député. Lebulou (Louis), médecin. Edmond Romper, propriétaire. Rossel, magasinier. Cahier, juge au tribunal à Quimperlé.

Gard.

Nous n'avons encore aucune liste de ce département.

Gers (8 représentants).

Le général Subervie. Ledru-Rollin. Roubec. Dupetit, banquier. Carbonneau, avocat. Duputz. Gavaret, avocat. Lamarque, avocat. Alem Rousseau. David, avocat. Peres, médecin. Goicnon, propriétaire.

Nous publierons demain les listes de la Gironde et de l'Hérault.

Ile-et-Vilaine (14 représentants).

Blaise fils, homme de lettres. Jonaust, président du tribunal civil. Legraverend, ancien député. Leguesne-Delacroix, propriétaire. Meaule. Meslin, avocat. Raoul, notaire. Tardivel, ancien recteur. Tréal, instituteur primaire. Fauchon, ouvrier. Girot, médecin. Tassel, banquier. Boulemouche, sculpteur. Aulnette.

Indre (7 représentants).

Langlois, ancien avoué à Paris. Vilvaut, mécanicien. Patureau, dit Francœur, vigneron. Fleury, commissaire du Gouvernement. Rollinat, avocat.

Nous compléterons cette liste demain.

Indre-et-Loire (8 représentants).

Sobrier, ex-député à la préfecture de police. Raintre. Nioche. Hubert. Pesson. Benjamin Moreau, ouvrier papetier. François Caillard, menuisier. Durel.

Isère.

Demain nous donnerons la liste de ce département.

Jura (8 représentants).

Mortreux, colonel de la garde nationale. Sommier, rédacteur du *Journal du Jura*. Commissaire, commissaire du Gouvernement. Yanoski, professeur. Grevy, commissaire du Gouvernement. Tamisier, capitaine d'artillerie. Lautrey, médecin à Couzance. Crestin, avocat à Dôle.

Landes (7 représentants).

Victor Lefranc, commissaire du Gouvernement. Frédéric Bastia, économiste. Eugène Ducloux, sous-secrétaire d'Etat aux finances. Pascal Duprat, rédacteur du *Peuple constituant*. G. Vergers, commissaire général du Gouvernement. Ed. Perris, secrétaire général de la société d'agriculture. Numa Turpin, membre du conseil général.

Loire.

Martin Bernard. Baune, commissaire du Gouvernement. Jules Favre, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur. Nous compléterons demain la liste de ce département.

Loire (Haute-).

Demain nous donnerons la liste de ce département.

Loire-Inférieure.

Ledru-Rollin. Guépin, commissaire du Gouvernement pour le Morbihan. Rocher, commissaire général du Gouvernement. Victor Mangin, rédacteur du *National de l'Ouest*. Dureau, adjoint au maire. Sobrier, ex-député à la préfecture de police. Cahaigne, homme de lettre à Paris. Nous compléterons demain la liste de ce département.

Loir-et-Cher (6 représentants).

La Hautière, publiciste. Durand (de Romorantin). Fouchard, cultivateur. Normand, aîné. Léon Girard, avocat. Lacorbière, médecin.

Loiret.

Abatucci, ex-député. Péan. Victor Considérant. Rondeau. Martin Maire. Michot de Glen, ouvrier. Normandin, conducteur des ponts et chaussées. Arbey. Eugène Sue. Pereyra, commissaire du Gouvernement. Roger, du Loiret. Daucourt, gérant du *Loiret*.

Lot (7 représentants).

Ribeyrolles, rédacteur de la *Réforme*. Armand, rédacteur en chef du *Radical* de Cahors. Cavaignac, gouverneur de l'Algérie. Lachize, avocat à Martel. Labrousse, commissaire général. Lafond, commissaire à Cahors. Rolland, maire de Cazac.

Lot-et-Garonne (9 Représentants).

Lesseps, ancien député. Vergnes, avocat à Marmande. Peyronay, chef d'escadron. Delpech, avocat à Agen. Dubrui-Gaspard, commissaire d'arrondissement à Agen. Dugaudie-Saint-Marc, commissaire du Gouvernement à Villeneuve. Nasse (Frédéric), commissaire du Gouvernement à Vienne. Cazeneuve, juge à Nérac. Gillard, prêtre.

La suite à demain.

Clubs des départements.

CLUB RÉPUBLICAIN DE RIOM.

Séance du 10 avril. — Le citoyen Chénod dit que ses sentiments sont bons et généreux : « Et ma profession de foi, ajoute-t-il, se bornerait-elle là, qu'elle en vaudrait bien d'autres. »

Séance du 11. — Le citoyen Poncillon, candidat, a été persécuté sous l'ancien régime pour ses opinions démocratiques : « La République est aujourd'hui proclamée ; nous ne pouvons plus avoir d'autre forme de gouvernement, et toute monarchie est impossible. » Questionné sur la liberté d'enseignement, il répond que la République est intéressée à l'éducation républicaine des enfants.

Le citoyen Sabbatier a pour répondants de son dévouement à la République les généraux Courtais et Guinard, Armand Marrast, Ledru-Rollin et Lamartine ; avec Auguste et Victorin Fabre, il fonda la *Tribune*, qui prêche et prépare la révolution de 1830 : « La Tribune, écrasée d'amendes, cessa de paraître ; — forcée de renoncer à exprimer mes idées, — je me rélevai à reproduire mécaniquement les idées des autres ; — d'écrivain je fus ouvrier... — Il faut à notre jeune République des mandataires éprouvés, fermes, énergiques, décidés à ne reculer devant aucune situation personnelle. — Il lui faut des hommes éclairés, car il y a une constitution et un ordre social à remanier... »

M. Mouton, membre du bureau : Le candidat est-il pour, est-il contre la liberté de l'enseignement, et comment entend-il cette liberté ?

M. Sabbatier : Républicain, je veux la liberté pour tous et pour tout, et non ce que le vieux libéralisme a si longtemps appelé des *libertés* : c'est dire assez que je veux que l'enseignement soit libre. Toutefois, entendons-nous : de même que la liberté commerciale n'autorise pas la vente publique des poisons, la liberté d'enseigner ne doit pas dégénérer en licence, en propagation de mauvais livres et de mauvaises doctrines. L'enseignement religieux ne regarde personne que le père de famille : à chacun le droit d'élever ses enfants dans la religion qui lui convient, mais à personne la licence de pervertir les générations futures en faussant leurs idées. L'Etat doit surveiller et surveiller activement l'enseignement public. Si le père de famille doit à la République un honnête homme dans son fils, l'Etat doit à la République un citoyen dans chaque Français.

La candidature de M. Sabbatier est mise aux voix et acceptée à la grande majorité.

Séance du 15 avril. — Le citoyen Gazard lit sa profession de foi. Il ajoute que depuis vingt ans il s'est consacré à la défense des intérêts populaires, et répond aux questions qu'on lui adresse. Nous les résumons :

D. — A qui confieriez-vous les rênes de l'Etat, à un président ou à des consuls ?

R. — Je veux une République démocratique. Les consuls sont un peu usés. Je crois qu'il vaut mieux un président.

D. — Que pensez-vous sur l'enseignement ?

R. — Je crois que le gouvernement doit avoir la direction de l'enseignement.

D. — Croyez-vous que la réduction apportée par le décret aux traitements de 2,000 fr. soit suffisante ?

R. — Par induction des impôts progressifs, il faudrait le faire d'une manière graduée.

Il croit aussi qu'on peut arriver à l'abolition des droits réunis. Il veut une seule chambre.

Une discussion vive et animée s'engage entre le candidat et le citoyen Jules Barse sur la base des élections, soit relativement aux circonscriptions, soit relativement aux populations, pour arriver à un nombre égal de députés partout.

Après délibéré, la candidature du citoyen Gazard est ajournée à samedi pour être soumise au vote de l'assemblée.

On lit la profession de foi du citoyen Rochefort.

Ce candidat est successivement interpellé sur différentes questions. Dans ses réponses, le bureau ne trouve pas les idées démocratiques suffisamment développées.

La séance est levée.

Le citoyen Rochefort s'adresse encore à l'assemblée, qui apprécie ses paroles de différentes manières.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.